

leur ensemble...Bizarre, non?

De tout cela, il faudra tenir compte. Comme du fait que le problème touche à plusieurs éléments qui s'imbriquent entre eux.

Aussi, le traitement sera global...et s'appuiera sur référendums et ensemble de textes recadrant la politique migratoire, excluant tout communautarisme, revigorant la loi de 1905, renforçant la sécurité de l'espace public, imposant l'assimilation de ceux qui, naturalisés "français" ou "français" par droit actuel du sol, souhaitent rester en France ...

D'abord, tarir la source première: quand la baignoire déborde et inonde la salle de bains, on commence par fermer le robinet. Donc, stop à l'immigration venant des pays et populations musulmanes, stop à l'immigration dans son ensemble, avec un moratoire de 5 ans pour commencer . Les étrangers sans emploi seront priés de repartir ...

Et expulsion des illégaux ...sans état d'âme et sans exception.

En même temps, arrêter la pompe aspirante de l'immigration: fin de l'assistanat social sous toutes ses formes (y compris "médicales"), fin du droit du sol, fin des nationalités multiples, fin du laxisme en matière de droit d'asile (combien d'islamistes réels et potentiels dans ces afflux de bateaux venant de pays fortement islamisés?), fin du regroupement familial.

Le respect de la loi de 1905 (2) et la lutte qu'elle suppose contre les communautarismes, religieux en particulier, imposeront le confinement de l'islam (et de toutes les autres religions) dans l'espace privé du croyant ou dans l'espace privé collectif du culte...Espace privé réservé au culte dont la construction et le fonctionnement dépendront des croyants à l'exclusion de toute intervention publique sous quelque forme que ce soit, dans le respect des différents textes codifiant ces processus (en matière d'urbanisme, de financement, d'ordre public...). Les prêches seront contrôlés et les imams étrangers "évacués"...

L'Etat laïque et démocratique refusera toute élaboration de

structures spécifiquement musulmanes comme écoles ou centres sociaux et culturels divers (et souvent masqués aujourd'hui). Toute forme de construction d'un communautarisme quelconque sera interdite, toute manifestation publique de coutumes, attitudes, costumes, principes alimentaires, revendications liées à l'expression musulmane en tant que telle sera sanctionnée.

Celui qui se sentira plus musulman que "français", s'il a notre nationalité, pourra librement rejoindre l'un des 57 pays de la planète qui satisfera sa foi... Mais s'il décide de rester sur notre sol, il acceptera son assimilation dans le cadre précis des lois républicaines laïques et élaborées démocratiquement, dans le respect des formes de vie, coutumes et moeurs issues de notre Histoire, dans l'obligation de pratiquer la langue française.

L'oubli de la charia sera une obligation...celui du djihad, aussi... Quant à l'oumma, elle restera une illusion historique.

Mais "pas de contrainte en République laïque et démocratique": ceux qui ne voudront pas s'assimiler auront droit à un billet aller (sans espoir de retour) pour le pays de leur choix: 57...il y a une là une belle offre, non?

Bien entendu, l'autorité de l'Etat républicain laïque et démocratique s'exercera sans faille en cas de besoin!

Il est évident qu'un tel renversement politique se heurtera à l'Europe immigrationniste, atlantiste, mondialiste qui se construit aujourd'hui et à laquelle appartient (encore) notre pays. C'est donc bien la question de la souveraineté de notre Nation qu'il faudra mettre en avant, et imposer face aux intérêts d'une "grosse commission bruxelloise" totalement minée par la finance apatride et le multiculturalisme destructeur.

Dans un autre domaine, la Grèce d'aujourd'hui montre la voie de l'opposition et de la révolte face à l'hydre européen...Peut-être ne gagnera-t-elle pas, mais la France a les moyens de se mettre en dehors d'une autorité qui lui commanderait ses choix et décisions. Des référendums apportant une majorité forte au nouveau pouvoir fonderaient cette nouvelle politique et

montreraient aux technocrates apatrides la volonté de notre pays de retrouver sa souveraineté...N'ayez crainte: le processus pourrait faire "boule de neige".

Oui, on le voit, la question de l'islam en France est première et multiple. Il convient de bien diagnostiquer le mal et de bien maîtriser le traitement qui écartera ce projet politico-religieux de la sphère publique, de notre Histoire, de notre devenir, de notre identité moderne.

On peut penser qu'aucune force politique s'inscrivant dans notre pratique démocratique n'a encore suffisamment affirmé cette volonté globale . Il reste que sans changement politique fort cassant le système imposé depuis 40 ans rien ne sera possible (à moins de viser la guerre civile dont l'issue ne pourrait être qu'un échec pour les patriotes souverainistes et identitaires français comme pour les tenants de la laïcité et de la démocratie vraies!).

Et l'action des citoyens pour construire le devenir qu'ils souhaitent ne s'arrête pas à la seule pratique électorale . La démocratie, c'est aussi agir au quotidien pour défendre ce que l'on a fait "sortir" des urnes, et proposer d'aller toujours plus loin dans les choix de société et d'avenir effectués.

Robert Albarèdes

1

<http://ripostelaique.com/lislam-question-centrale-pour-le-futur-de-la-france-1re-partie/>

2

<http://ripostelaique.com/alerte-rouge-la-loi-de-1905-est-en-danger/>